



PRÉFET DE LA MOSELLE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet du préfet
Direction des sécurités
Service interministériel de défense
et protection civile

Metz, le 16 août 2023

Affaire suivie par : M. Nicolas DURAND
Tél : 03.87.34.85.32
Courriel : nicolas.durand@moselle.gouv.fr

COMMISSION D'ARRONDISSEMENT POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

SÉANCE DU 19/06/23

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié
Arrêté préfectoral n° 2021/CAB/DS/SIDPC/n°27 du 1er avril 2021

PROCÈS-VERBAL

Visite périodique
du Centre Hospitalier Spécialisé de Mercy
Bâtiments B3 – D2 – D4

4^e catégorie de type U

La commission d'arrondissement pour la sécurité s'est réunie le 19/06/2023 à 09h00 pour procéder à la visite périodique au sein des bâtiments B3 – D2 – D4 du CH spécialisé de Mercy, situé à Ars-Laquenexy.

Étaient présents :

- M. Nicolas DURAND, SIDPC, président de la commission ;
- M. David MERCIER, adjoint au maire d'Ars-Laquenexy ;
- M. Olivier ABATE, représentant le GGD 57, gendarmerie de Verny ;
- Capitaine Maxime LEMAHIEU, représentant le DDSIS 57, département prévention.

Assistaient également à la commission :

- M. Vincent GOGA, société Siemens ;
- M. Thierry TOUSSAITN, responsable technique de l'établissement ;
- Mme Véronique KNEIB, directrice des affaires générales de l'établissement.

SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT :

L'établissement est classé en 4^e catégorie de type U.

Récurrance des visites périodiques : 3 ans.

Dernière visite : visite périodique le 26 avril 2019 avec avis favorable.

Actuellement, le bâtiment D4 accueille 10 patients pour 15 au maximum et sont encadrés par 3 à 5 agents ; le bâtiment D2 accueille lui 21 patients pour, là également, 5 agents maximum ; enfin le bâtiment B3 accueille environ 20 patients pour 10 agents.

Les bâtiments D2 et B3 sont découpés en deux ailes nord et sud. L'aile D2 nord est inoccupée et réservée au Plan Blanc et l'aile B3 nord est elle réservée aux bureaux uniquement.

RÈGLEMENTATIONS APPLICABLES :

- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.

- Arrêté du 19 novembre 2001 modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements de soins (Type U).

Rappel de l'article R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation :

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'Intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement. »

RAPPORTS DE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS TECHNIQUES ET DES MOYENS DE SECOURS

Les membres de la commission d'arrondissement examinent les documents de contrôle réglementaires :

OBJET CONTRÔLÉ	ORGANISME	DATE	OBSERVATIONS
Électricité	APAVE	24/11/22	ERP D2 – D4 : pas d'observation ERP B3 : 1 observation ERT B3 : 2 observations ERT D2 : 3 observations ERT D4 : 4 observations
Registre de sécurité	-	-	Présents et complétés.

MOYENS DE SECOURS ET FORMATION	ORGANISME	DATE	OBSERVATIONS
Contrôle triennal du SSI & désenfumage	APAVE	12/02/21 21/09/21	B3 : remplacement en 2015 mais pas de RVRAT. Valeurs de désenfumage non conformes. D2 : idem concernant le RVRAT.
Contrôle annuel du SSI	SIEMENS	03/04/23	B3 : 3 observations. D2 : 1 observation. D4 : pas d'observation.
Extincteurs	SICLI	20/04/22	Remplacements décennaux fait en février 2023.
RIA (Robinet Incendie Armé)	-	-	Il n'y a plus de RIA mais cela n'a pas été signalé à la SCDS.
Formation à l'utilisation du SSI et des moyens de secours	Interne	-	Tout le personnel est régulièrement formé.
Éclairage de sécurité	SICLI	20/04/22	B3 : 22 blocs remplacés. D2 : 26 blocs remplacés. D4 : 49 blocs remplacés.

L'exploitant informe les membres de la commission que tous les agents sont munis de PTI (Protection du Travailleur Isolé).

VISITE DE L'ÉTABLISSEMENT ET TEST D'ALARME :

Les membres de la commission procèdent à la visite des bâtiments durant laquelle il est remarqué que l'issue de secours du bâtiment B3 nord donne sur une terrasse qui ne permet pas de mise en sécurité ni évacuation facile. C'est un problème structurel spécifique qui doit être pris en compte lors de la formation du personnel.

Les membres de la commission font procéder au test d'alarme par sollicitation d'une tête de détection incendie dans le local SSI du bâtiment D4.

L'alarme fonctionne bien et les portes coupe-feu se ferment bien.

L'essai est concluant.

PRESCRIPTIONS DE LA COMMISSION :

Les prescriptions ci-dessous doivent être notifiées à l'exploitant par l'autorité de police (mairie) :

1. Lever les observations restantes, présentes sur les différents rapports de vérifications et transmettre les attestations de levées de réserve en mairie afin que les installations techniques présentent des garanties de sécurité et de bon fonctionnement (**Articles R.143-10, R.143-34 et R.143-37** du CCH) ;
2. Formaliser par écrit la procédure d'évacuation du bâtiment B3 en corrélation avec la spécificité de l'issue de secours donnant sur la terrasse, afin de permettre une évacuation rapide et en bon ordre de la totalité des occupants conformément aux dispositions de l'**article R.143-4** du CCH et **MS 66** du règlement de sécurité ;
3. Déposer un dossier conforme à l'**article R.143-22** du CCH pour avis auprès de la Sous-Commission Départementale de Sécurité, suite à la suppression des RIA (**Article L.122-3** du CCH) ;
4. Supprimer les fiches multiples interdites dans les établissements recevant du public conformément aux dispositions de l'**article EL 11 §7** du règlement de sécurité.

AVIS DE LA COMMISSION :

À l'issue de la visite, la commission d'arrondissement pour la sécurité émet à l'unanimité un avis :

FAVORABLE

à la poursuite d'activité dans les bâtiments B3 – D2 – D4 du CH Spécialisé de Mercy, situé à Ars-Laquenexy.

Le président de la commission,



Nicolas DURAND